



Asie centrale : conflit ou prospérité ?

*Mémoire de géopolitique
du capitaine de corvette Michael RODDY
dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique »*

Directeur : Monsieur Jean François DAGUSAN
Docteur d'état en sciences politiques

Mars 2003

Asie centrale : conflit ou prospérité ?

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE : CONTEXTE HISTORIQUE

Indépendance

Relations internationales

DEUXIÈME PARTIE : SOURCES POTENTIELLES DE CONFLIT

Rivalité des clans

Succession politique

Division ethniques

Religion

Inégalités économiques

Criminalisation de la société

Eau et environnement

TROISIÈME PARTIE : CONCLUSION

Intervention Occidentale – facteur stabilisant ?

Perspectives pour le futur

1. INTRODUCTION

Les cinq nouveaux états de l'Asie Centrale – Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan – ont déclaré leur indépendance pratiquement du jour au lendemain en 1991 ensuite du démantèlement de l'ex-empire soviétique. Quoique bienvenue, on pourrait dire que cette indépendance était immature et qu'elle représentait un grand nombre de défis pour les nouveaux états, défis qui pour la plupart perdurent de nos jours. La région est dotée de richesses minières très importantes et elle occupe une position stratégique clé dans la géopolitique mondiale. Juxtant la Chine, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Iran et la Russie, les influences extérieures vont des politiciens très influents aux membres des obligations internationales qui imposent responsabilités et obligations. De plus, il existe nombre de problèmes de clans, de religion, des problèmes culturels et relatifs aux minorités.

Les récentes actions de la coalition occidentale en Afghanistan ont attiré l'attention des nations développées, particulièrement des Etats Unis, sur les perspectives de stabilité et de prospérité de la région. Le potentiel commercial du marché de l'énergie est considérable et offre une entrée naturelle à la communauté internationale. Le préalable à l'investissement étranger dont la région a désespérément besoin est sa stabilité politique. Cependant, ce point est loin d'être garanti. Le manque d'institutions gouvernementales solides et le problème croissant de la criminalisation de la société fournissent un terrain idéal pour le crime organisé et l'intégrisme religieux, qui constituent tous deux des causes d'inquiétude pour les nations occidentales.

Bien que la guerre civile au Tadjikistan soit à présent terminée, nombre d'indicateurs suggèrent l'échec potentiel de l'état dans le futur. De plus, ces indicateurs ne sont pas limités au Tadjikistan. Cette situation dans laquelle l'état est dans l'impossibilité de faire face aux besoins de son peuple peut rapidement entraîner l'instabilité régionale et l'opportunité d'une intervention extérieure peut devenir irrésistible.¹

Ce mémoire a pour but de fournir une vision d'ensemble des nouveaux états d'Asie Centrale, en présentant tout d'abord une perspective historique, puis les problèmes clés résultant de l'indépendance et des relations internationales. Une partie sera réservée aux sources

¹ STOHL Rachel et STOHL Michael : Fatalement imparfaits ? Politique américaine vis à vis des Etats défailants, dans : The Defense Monitor, Volume 30, N° 8, octobre 2001, p 7.

potentielles de conflit et comprendra notamment : rivalité de clans, succession politique, division ethniques, inégalités économiques, criminalisation de la société, problèmes relatifs à l'eau et à l'environnement. On considérera ensuite la valeur de l'implication occidentale comme facteur stabilisant, et en conclusion, les perspectives d'avenir.

2. CONTEXTE HISTORIQUE

Pendant la plus grande partie de son histoire, l'Asie Centrale a été constituée d'un patchwork de principautés indépendantes et semi-indépendantes. Elle n'a été unifiée qu'à deux occasions : tout d'abord très vaguement par les Mongols au XIII^{ème} siècle ; ensuite sous les Russes au XIX^{ème} siècle. Les principaux pouvoirs régionaux à la veille de la conquête russe étaient les trois hordes Kazakes au nord ; les Khanates (formations d'états) de Bukhara, Khiva et Kokand au centre ; et les tribus turques au sud-ouest. La base économique et l'organisation interne de ces formations étaient différentes, mais toutes constituaient des confédérations indécises rassemblées par la force des armes et sous l'autorité personnelle du Khan (leader). Parmi les nomades, il existait un système très développé de tribus et sous-tribus. Les sédentaires étaient regroupés territorialement d'une façon similaire, quoi que moins denses.

Les lendemains de la Révolution de 1917, l'Asie Centrale a été terrassée par la guerre civile. Le premier pas vers la modernisation et soviétisation de l'Asie Centrale a été la Délimitation Nationale de 1924/1925. Cela s'est concrétisé par la création de cinq grandes unités territoriales administratives, précurseurs des états indépendants actuels. Les frontières de ces nouvelles unités ont été tracées autant que possible en fonction des lignes linguistiques. Sans mouvement de population, 85 à 95% de chacun des principaux groupes turcs – Kazaks, Kyrgyz, Turcs et Ouzbeks – ont été regroupés dans leur unités administratives respectives. Les perdants ont été les Tajiks, seul groupe important de langue persane, qui pendant des siècles ont partagé l'espace géographique et la culture bilingue des Ouzbeks. Les Tajiks étant les moins puissants des deux ont été désavantagés et n'avaient atteint que 63% d'homogénéité au moment du premier recensement soviétique de 1926.

Contre toute attente, les peuples d'Asie Centrale se sont révélés souples et finalement des supporters loyaux du système soviétique. Il n'y a pas eu de mouvement sécessionniste ou d'opposition à la règle soviétique extérieure et les élites locales ont été cooptées par le nouveau régime et ont joué un rôle social dans l'adoption du système par les indigènes.

Bien qu'en retard sur le développement de l'Union Européenne, la modernisation de l'Asie Centrale par l'URSS n'a en aucune façon été un échec. L'éducation, la culture, les services médicaux, les services sociaux, les infrastructures de communication et transport et certaines industries (principalement hydrocarbures et extractions de minerais) ont été établis à un niveau raisonnable. Les critiques soviétiques habituelles existaient cependant et comprenaient notamment : développement inégal, inefficacité, technologies dangereuses pour l'environnement, utilisation irrationnelle des ressources. La religion était vigoureusement étouffée à partir de la fin des années 1920.

3. INDEPENDANCE

La vitesse de désintégration de l'ex-URSS sur une période de quelques semaines à la fin 1991 a été un choc pour les nouveaux états de l'Asie Centrale comme pour le reste du monde. La Communauté des Etats Indépendants (CEI) comprenant la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie a été mise en place le 8 décembre 1991. A cette même date, les nouveaux Etats d'Asie Centrale ont déclaré leur indépendance, sauf le Kazakhstan qui a tenté en vain pendant une semaine de négocier la reconstitution de l'URSS. Le Président Nazarbaev a fini par permettre la déclaration d'indépendance de Kazakhstan le 16 décembre 1991.

Dans les mois qui ont précédé l'indépendance, le concept « d'intérêt national » était inconnu des leaders des républiques. Les leaders à la tête des républiques d'Asie Centrale devaient s'appeler des présidents, mais leurs états n'étaient pas indépendants et on ne savait pas clairement quelle autorité discrétionnaire Moscou pouvait céder – ou les républiques pourraient s'arroger. Et le critère de définition de son intérêt national par une république était encore moins clair.

Tous les leaders des régions ont reconnu que leurs nouveaux états devaient dès leur origine faire face à des handicaps considérables dont l'un, et non des moindres, était le manque d'élite expérimentée à même de développer une politique indépendante de Moscou. Selon la règle soviétique, les républiques étaient des unités administratives au sein d'une structure étatique plus importante ; les décisions politiques majeures pour les affaires internes comme extérieures étaient prises par les autorités centrales. Le rôle des gouvernements républicains était de s'assurer que les directives du centre étaient appliquées aussi rapidement et fidèlement

que possible. L'indépendance a confronté les nouveaux états à la responsabilité directe sur un grand nombre de problèmes.

D'un point de vue pratique, la première priorité était de restructurer les institutions de gestion de l'état. Ceci a nécessité des mesures telles que l'établissement de nouvelles constitutions, l'amélioration et l'expansion des ministères et agences gouvernementales, l'établissement de banques et d'institutions financières, la réorganisation du gouvernement local. La vitesse à laquelle les réformes étaient initiées était impressionnante et c'est en partie le résultat du haut niveau d'éducation atteint par le système soviétique. Cependant, le processus a immanquablement souffert d'une approche chaotique et décousue ; les responsabilités entre les départements du gouvernement n'étaient pas clairement délimitées et la vague de nouvelles législations a exacerbé la confusion.

Une autre priorité a été la réforme économique. L'économie soviétique consistait en un système centralisé et très intégré, basé sur les spécialisations, la division du travail et un commerce inter-république important. Le but n'était pas de produire des économies républicaines équilibrées, mais d'optimiser le potentiel économique de l'URSS dans sa globalité. Par exemple, les cinq états, y compris l'Ouzbékistan en particulier, ont reçu des subventions de Moscou pour la culture de coton à la place d'autres récoltes. De nos jours, les états nouvellement indépendants continuent la tâche complexe de développer des économies indépendantes viables.

Tous les états nouveaux sont relativement riches, particulièrement en termes de ressources minières et d'hydrocarbures. Tous ont reconnu cette richesse comme étant le moyen de s'établir sur le marché international ; néanmoins, demeurait la difficulté importante d'attirer des investissements étrangers. Il est rapidement devenu tout à fait évident que ni les crédits sans intérêts de la communauté internationale, ni les subsides de Moscou, ni l'accès à des stocks de marchandises soviétiques bon marché n'allaient être possibles, comme cela avait été le cas avant l'indépendance. On attendait des nouveaux états qu'ils se tiennent debout immédiatement. Il y avait certes un regain d'intérêt de la part des investisseurs potentiels de l'étranger, mais l'enthousiasme initial mettait du temps pour se traduire en une implication réelle. Les chefs d'Asie Centrale courtisés apparemment par de grandes multinationales, de même que par les nations voisines comme l'Iran, la Turquie, le Pakistan, la Chine et les Etats Unis, étaient peut-être un peu naïfs d'espérer une transition trop rapide.

Les tentatives de privatisation ont été avorté à raison d'une préparation inadaptée et de sauvegardes juridiques inefficaces ; ceci a ouvert le chemin à des fraudes de grande envergure, des détournements, des spéculations et autres malversations.² Des réformes punitives en matière d'imposition ont fait peser sur les entreprises privées des charges très lourdes. Le résultat le plus évident de la transition économique a été la chute significative du niveau de vie et un affaiblissement important du système de sécurité sociale. Les équipements en matière d'éducation et de santé ont été grandement diminués. La maintenance des infrastructures techniques a été négligée entraînant une détérioration des services de base.

3.1 Effets sur les individus

Pour l'individu, la perte des anciennes sûretés de l'ère soviétique a entraîné des anxiétés économiques, morales et physiques. L'inflation chronique, le chômage galopant et les retards fréquents dans le paiement des salaires ont fait de la vie quotidienne un combat pour la survie. La perte des directions morales qui pour le meilleur ou pour le pire, étaient claires sous le système soviétique a exacerbé un sentiment d'impuissance et créé les conditions d'exploitation de l'individu. La violence, la prostitution, les abus d'alcool et de drogues sont de plus en plus symptomatiques de cette situation. Les femmes sont particulièrement désavantagées parce qu'elles sont en général les premières victimes du chômage et elle sont les premières à être quitter l'école.

Les communautés rurales sont sévèrement touchées par la crise économique ; l'augmentation du chômage et la diminution des services sociaux ont provoqué une migration urbaine de personnes à la recherche de meilleures conditions de vie. Ces migrations ont causé des tensions dans les villes entre les nouveaux arrivants et les populations urbaines déjà établies. C'est particulièrement vrai au Kazakhstan où l'environnement urbain est très russe.

3.2 Armes de destruction massive et espace

Le Kazakhstan est unique parmi les états nouvellement indépendants en ce qu'il représentait une base pour les armes nucléaires russes. Ayant ratifié le Traité du 13 décembre 1993 de Non

² AKINER Shirin : Asie Centrale : Conflit ou stabilité et développement ? Groupe sur le Droit des minorités 1997, p9.

Prolifération Nucléaire, les USA ont apporté 85 millions de dollars US pour aider au démantèlement et à la destruction de ces armes. Dès février 1994, toutes les armes nucléaires ex-soviétiques au Kazakhstan avaient été soit démantelées, soit retirées en Russie. Les 104 silos de missiles SS-18, les 16 sites de contrôle de lancement, les 2 silos d'entraînement et les 14 silos de test ont été également démantelés.³

Selon un accord mis en place à Tashkent le 22 octobre 2001, les Etats Unis ont aidé l'Ouzbékistan à détruire des stocks d'armes biologiques de l'ère soviétique sur l'Ile de Vozrozhdenie dans la Mer d'Aral. On pensait que le site contenait des quantités de souches d'anthrax. En 1999, les Etats Unis ont fourni à Tashkent les fonds nécessaires pour un programme sur deux ans relatif à la fermeture de l'ancienne usine soviétique d'armes chimiques à Nukus.⁴

Le cosmodrome de Baïkonour au Kazakhstan continue à être utilisé pour les lancements de fusées russes dans le cadre du programme de station spatiale internationale et pour le lancement de satellites commerciaux. La Russie a signé un bail de 20 ans sur l'usine à partir de 1994 et a payé au Kazakhstan un loyer total de 115 millions de dollars US, la grande partie de ce paiement étant constitué par de l'équipement militaire.

4. RELATIONS INTERNATIONALES

Ensuite de l'indépendance, et malgré l'immaturation des gouvernements des états nouvellement formés, il a rapidement été reconnu que le succès ou l'échec dans l'arène internationale serait directement lié à la prospérité économique. Dans cette optique, l'accent a été mis sur la sécurité, y compris l'intégrité territoriale et l'harmonie nationale, ainsi que le commerce. Une combinaison de ces deux facteurs devrait générer des investissements étrangers nécessaires dans la région pour moderniser ses industries et assurer son futur. Les cinq états sont tous richement pourvus de ressources naturelles : l'Ouzbékistan par exemple est le 10^{ème} producteur de gaz naturel au monde et le 7^{ème} producteur d'or. Le coton et les textiles sont également largement présents dans toute la région. Cependant, la réussite économique dépend

³ PETERSEN Phillip : Politique de sécurité en Asie Centrale post-soviétique, dans : Sécurité européenne, Volume 4, N° 1 (printemps 1995), p 161.

⁴ Annuaire CIA – Ouzbékistan, p7.

de la réussite de l'exportation de ces matières premières qui toutes touchent des secteurs qui sont très vulnérables aux fluctuations des prix sur le marché mondial.

Les liens commerciaux avec le monde au delà du CEI étaient pauvres et en conséquence leur amélioration et la création d'accès au marché internationaux a été un point clef dans l'orientation de la politique étrangère. Les états étrangers avec un intérêt immédiat dans la région comprennent la Russie, la Turquie, l'Iran, la Chine, le Pakistan et dans une moindre mesure l'Inde et la Corée (qui représentent une minorité ethnique significative au Kazakhstan et plus faible en Ouzbékistan).

Afin d'atteindre les buts de sécurité et d'extension des liens du marché il y avait trois « cartes ethniques » que l'Asie Centrale pouvait jouer dans l'arène internationale : leur nationalité turque ou perse ; leur religion islamique ; et leur affinité avec l'Asie. Les cinq états peuvent revendiquer des affinités culturelles avec soit la Turquie, soit l'Iran. Les Turcs, les Ouzbeks, les Kazakhs et les Kyrgizs parlent turc et partagent de nombreux attributs culturels avec le peuple turc alors que les Tajiks ont des liens similaires avec l'Iran. Pour leur part, les Turcs et les Iraniens étaient désireux de montrer leur intérêt dans les nouvelles nations.

4.1 Les états voisins

Le dernier Président turc, Turgut Ozal, a fait beaucoup d'efforts pour se vendre et pour vendre son pays et il y a eu un échange de visites avec chacune des républiques turques. Au Caucase, la Turquie s'est engagée en tant que médiateur en 1995 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan afin de tenter de résoudre le différend sur la région du Haut Karabakh. En effet, la Turquie souhaitait ardemment miser sur sa position géographique de pont entre l'Europe et l'Asie. Beaucoup de choses ont été faites à l'époque ; cependant, malgré le nombre de déclarations d'intention, l'importance des visites était surestimée. Les investissements étrangers substantiels étaient lents à arriver et les leaders turcs se sont vite sentis frustrés par le manque d'autorité dans la prise de décision des nouveaux gouvernements relativement faibles. De plus, la Russie est un marché clef pour la Turquie, qui représente approximativement dix fois le volume du commerce entretenu avec l'Asie Centrale.⁵ Les Turcs étaient en conséquence obligés de ne pas compromettre les relations avec Moscou ; c'est également la Russie et non

⁵ OLCOTT Martha : Les nouveaux états d'Asie Centrale. Presse de l'institut de la Paix des Etats Unis, 1996, p 15.

pas l'Asie Centrale qui domine les intérêts de sécurité de la Turquie. Nonobstant un degré de frustration initial, la Turquie demeure un des principaux fournisseurs d'aide à la région ; en octobre 1998, un consortium turc a réalisé la construction de la première raffinerie de sucre d'Ouzbékistan d'une valeur de 100 millions US.

L'intention des états d'Asie Centrale de construire des Sociétés laïques était un obstacle aux relations avec l'Iran. Le Tadjikistan, partageant la langue perse, était l'endroit le plus logique pour commencer, bien que la guerre civile ait rapidement tiédi l'enthousiasme iranien d'être plus qu'un bon voisin. Les tensions ont été alimentées par l'exode des militants Tadjiks et islamiques qui ont fui le Tadjikistan pour gagner l'Afghanistan afin de se battre pour les Mouhjahiddins appuyés par l'Iran. C'est en fait le Turkménistan et non pas le Tadjikistan qui reçoit le plus d'attentions de l'Iran à raison de leur frontière commune et de leur intérêts communs dans le développement des tracés des pipelines.

La Chine comprend bien les problèmes en Asie Centrale, partageant une longue frontière avec le Kazakhstan, le Kyrgyzstan et le Tadjikistan. Un des premiers problèmes a été la situation des Uighurs. Les Uighurs sont une minorité en Chine et au Kazakhstan qui depuis longtemps a exprimé le souhait d'une province autonome. D'un point de vue économique, le programme de modernisation actuel de la Chine est supposé voir doubler les besoins en énergie dans les dix prochaines années. Ceci représente une opportunité importante pour le Kazakhstan en particulier en tant qu'exportateur d'hydrocarbures.

4.2 Les liens religieux

La religion s'est avérée être une ouverture moins utile. La guerre civile au Tadjikistan a géographiquement illustré le piège de l'interprétation trop enthousiaste de la religion et aucun des nouveaux états ne souhaite ressembler au modèle de gouvernement iranien. La montée de la peur intégriste entrave l'enthousiasme des nouveaux gouvernements pour autre chose qu'une société laïque. Il y a eu une prolifération de mosquées et d'intérêts religieux depuis l'indépendance, largement liée à l'aide financière des pays musulmans du Moyen Orient. En général cependant, le mode musulman traditionnel ne semble pas être très pressé d'inclure l'Asie Centrale, tout du moins alors que les ex-communistes continuent à dominer les gouvernements respectifs.

Il convient de noter que le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan ont tous été témoins d'un large exode des Juifs russes de leurs républiques vers Israël. Depuis le début de l'indépendance, il était souhaité que l'expertise et les investissements de ces expatriés puissent revenir en Asie centrale ; ceci a été un échec cuisant.

4.3 Sécurité

La stabilité de l'Asie Centrale demeure déterminée par un grand nombre de peurs dans toute la région, comprenant le marasme économique, le séparatisme et le terrorisme, les querelles relatives aux territoires, les droits sur l'eau et les divisions ethniques. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ont fait entendre leurs aspirations pour être les premiers dans ce domaine, cependant, ceci pourrait entraîner d'autres tensions sur les ressources déjà limitées des nouveaux états et produire d'autres frictions entre les cinq.⁶

Dans les premières années qui ont suivi l'indépendance, un nombre de structures multilatérales ont été construites autour des CEI. Ces derniers traitent des différents aspects de l'interaction des nouveaux états et de leurs peurs communes. Cependant, alors que les nouveaux états devenaient politiquement plus murs et gagnaient en confiance, une division s'est instaurée entre ceux qui considéraient comme intrusives et intéressées les ambitions de Moscou sur ce « Proche Territoire Etranger » et ceux qui ne pouvaient pas se permettre d'irriter la Russie. Le Tadjikistan a rapidement décliné en tant qu'état et a connu la guerre civile résultant des tensions des ethnies, des clans et des religions. Un cessez-le-feu a finalement été décidé le 27 juin 1997 à Moscou, qui devait par la suite être surveillé par les Nations Unies et les forces de l'OSCE.⁷ Cette intervention a culminé lors des élections présidentielles au Tadjikistan en novembre 1999 et lors des élections parlementaires en février 2000.⁸

Le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan ont opté pour le Traité de Sécurité Collective (TSC) dominé par Moscou, qui comptait également l'Arménie, la Biélorussie et la Russie. L'Ouzbékistan a quitté les rangs et rejoint l'organisation GUUAM (comprenant la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie) ; Il s'agissait d'un calcul pour contre-balancer la

⁶ Briefing sur les états d'Asie Centrale, dans Janes Defence Weekly, Volume 38, N° 16, 16 octobre 2002, p 83.

⁷ L'année diplomatique 2000, p 197.

⁸ L'année diplomatique 2002, p 288.

dominance de la Russie dans le CIE. Tous les états d'Asie Centrale ont rejoint l'Partenariat pour la Paix (PpP) de l'OTAN en 1994, sauf le Tadjikistan qui l'a rejointe en 2002.

Le 12 juin 2002, l'Ouzbékistan s'est retiré du GUUAM ; le Ministre des Affaires Etrangères Adulaziz Kamilov indiquant que le principal grief de son gouvernement était la carence des états membres du GUUAM à faire disparaître les obstacles juridiques concernant le transport des marchandises entre eux.⁹ Il a indiqué qu'il était plus avantageux pour l'Ouzbékistan d'exporter et d'importer des marchandises via des états non membres du GUUAM.

En mai 2002, le TSC s'est transformé en Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) ; ceci démontrait une certaine flexibilité russe à raison de la dilution de l'intérêt national russe dans le cadre de ce nouveau traité. Le Président russe Putin a indiqué que l'OTSC combattait les peurs communes en coopérant parallèlement avec d'autres organisations internationales comme l'Organisation de Coopération de Shanghai (qui avait été mise en place pour contrer le trafic de stupéfiants), et l'OTAN.¹⁰

Les Etats Unis ont entretenu des liens avec la région pendant la plus grande partie des années 90. L'administration Clinton a pensé encourager la coopération régionale par le biais d'institutions multi-nationales tels que le programme PpP et la Communauté Economique d'Asie Centrale (CEAC). Depuis 1996, le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan ont également reçu des formations de militaires américains sur des sujets tels que la reconnaissance et les techniques de surveillance, les opérations de contre-révolution, les troupes aéroportées et l'assaut aérien dans le cadre du Bataillon d'Asie Centrale (CENTRASBAT).¹¹

L'arrivée des Etats Unis en force dans la région en 2001 avec son besoin urgent d'accès à l'Afghanistan a offert des avantages instantanés et tangibles que peu d'états d'Asie Centrale pouvaient se permettre de laisser passer. Tous les états d'Asie Centrale sont tout à fait conscients de leur valeur dans la rivalité Etats Unis / Russie. Les Etats Unis ne sont pas considérés comme un substitut de Moscou mais plutôt comme un contrepoids permettant aux cinq états d'optimiser leurs intérêts dans tout accord. A la mi-2002, le Turkménistan est le

⁹ Op. Cit.⁴ p 8.

¹⁰ Op. Cit.⁶ p 83.

¹¹ Op. Cit.⁶ p 90.

seul à ne pas avoir montré d'enthousiasme à l'idée d'avoir une présence militaire américaine sur son territoire. Etant donné sa situation géographique, le régime de Niyazov considérait l'Iran comme son débouché vers le monde et la présence américaine aurait porté préjudice à ses relations bilatérales avec Téhéran. Le 26 juillet 2002, le Congrès américain a donné son accord définitif pour une enveloppe de 28,9 milliards de USD de dépenses de secours pour la guerre contre le terrorisme. Sur cette somme, une aide de 110 millions de USD était destinée à l'Ouzbékistan, au Kirghizstan et la Tadjikistan, qui avaient permis aux Etats Unis d'utiliser leurs bases durant la guerre en Afghanistan.

La Russie demeure le plus proche partenaire stratégique du Tadjikistan avec des liens bilatéraux qui demeurent forts depuis la signature du Traité d'Amitié de Coopération et d'Assistance Mutuelle de mai 1993. Dans la sphère militaire, la Russie s'est engagée à reconstruire les usines d'armes Tadjiks qui ont été détruites durant la guerre civile qui a suivi l'indépendance.

4.4 Commerce

La majorité des principales routes, liens ferroviaires et des pipelines passent par la Russie, permettant à l'ancien « centre » de conserver une forte emprise sur le commerce avec l'étranger. L'optimisme général quant à la création d'une route de la soie moderne reflète un désir urgent de sécuriser d'autres moyens de transport. A l'est, les liens terrestres, ferroviaires et aériens sont déjà en place entre le Kazakhstan et la Chine ; au sud ouest, une route et une liaison ferroviaire relient le Turkménistan et l'Iran. Les dessertes maritimes sur la Mer Caspienne entre le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Iran sont également opérationnelles.

Les pipelines de pétrole et de gaz sont un autre composant vital de la prospérité économique à long terme de la région. Les anciennes liaisons ne passaient que par la Russie, cependant des plans sont à présent bien avancés pour un pipeline transcaspien. On a écrit beaucoup de choses sur les éventualités d'autre liaisons à partir du Turkménistan soit par l'Iran vers la Turquie et les ports méditerranéens, soit par l'Afghanistan vers le Pakistan et le port de Karachi.¹² Certains commentateurs ont suggéré que la seule raison de l'implication américaine en Afghanistan en 2001 était d'asseoir leur influence dans la région en prévision

¹² ZORGBIBE Charles : Frontières et litiges en mer Caspienne, dans : Géopolitique N° 79, juillet/septembre 2002, pp. 32-37.

du tracé du futur pipeline. C'est là toute la complexité de la politique des pipeline qui déborde rapidement le cadre de ce mémoire.

Optimiser la stabilité politique dans le Bassin de la Mer Caspienne est une priorité car les ressources en énergie de la Caspienne sont considérés comme ayant une importance stratégique aux yeux des Etats Unis. L'opposition de la Russie à la présence de forces militaires extérieures dans la région est claire et le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan ont été mis en garde contre l'accès militaire américain sous prétexte de lutte contre le terrorisme international.¹³

5 SOURCES POTENTIELLES DE CONFLIT

5.1 Divisions ethniques

La diversité des groupes ethniques dans la région d'Asie Centrale est impressionnante, telle qu'illustrée sur la carte à l'Annexe 1. S'agissant de la stabilité de la région, on peut citer le nombre de groupes de population vivant à l'extérieur des frontières actuelles de l'état qui souhaitent rejoindre leur « pays natal ». On connaît ce phénomène sous le nom de « mal des frontaliers ». Tous les leaders post-soviétiques ont convenu de respecter les frontières existantes ; cependant, dans certaines régions, des minorités plus militantes ont demandé à être réunies avec le gros de leur groupe ethnique.

Le groupe ethnique le plus important se trouve au Kazakhstan où l'on compte plus de 7 millions de Russes dans les provinces au nord est avoisinant la Fédération Russe. Cette région représente le cœur industriel du Kazakhstan et les Russes sont une main d'œuvre qualifiée et un atout que l'état ne peut se permettre de perdre. Pour le moment, leurs intérêts sont servis au mieux par le statut quo et la Russie elle-même et loin d'être disposée à accueillir tous ces gens en tant que réfugiés économiques. Le pire scénario possible serait une augmentation du nationalisme kazakh dans le sud, incitant les provinces dominées par les Russes à rechercher une sorte d'union avec la Fédération Russe.

¹³ Op. Cit.⁶

Les groupes d'Ouzbeks représentant jusqu'à 50% de la population locale à Khojent (Tadjikistan) et Osh (Kirghizstan) ont demandé leur unification avec l'Ouzbékistan. L'attrait ne repose pas uniquement sur des liens ethniques, mais dans l'importance croissante de l'économie et de la stratégie de l'Ouzbékistan. Si le Kazakhstan devait éclater, alors l'Ouzbékistan pourrait très bien réclamer tout ou partie des trois districts sud du Kazakhstan. Les demandes tadjiks concernant Bukhara et Samarkand (Ouzbékistan) cependant sont moins susceptibles de porter leurs fruits étant donné le manque du Tadjikistan en termes de ressources humaines et matérielles pour concurrencer son plus important voisin. Le seul groupe ethnique minoritaire qui a, avec succès, demandé sa propre détermination sont les Karakalpaks qui ont leur propre province autonome au sud de l'Ouzbékistan.

En dehors du CIE, il y a environ 2 millions de Kazakhs dans les provinces de Xinjiang en Chine, plus d'un million d'Ouzbeks en Afghanistan et environ 500.000 Turcs dans chacun des pays suivants : Afghanistan, Iran, Irak et Turquie. Quelques 2 millions de Tadjiks vivent également en Afghanistan, bien que ceci soit une définition vague et en général les liens culturels sont trop faibles pour constituer une réelle cohésion. De nombreux membres de l'Alliance Nord appuyés par les puissances occidentales pendant le récent combat contre les Talibans étaient des Tadjiks.

Le seul groupe qui a toujours montré une forte forme de « mal des frontaliers » sont les Uighurs. On compte environ 250.000 Uighurs en Asie Centrale, divisés entre les Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan, de même qu'environ 10 millions aux alentours de Xinjinag en Chine. Il y a depuis longtemps eu un mouvement sécessionniste parmi les Uighurs chinois réclamant un « Turkestan Est » indépendant et on remarque un clair soutien des Uighurs du Kazakhstan pour la même cause. Un tel état menacerait directement l'intégrité territoriale du Kazakhstan et de la Chine et les autorités de chacun de ces pays sont catégoriquement opposées à l'idée.

5.2 Rivalité des clans

Comme cela a été indiqué précédemment, les bases du pouvoir régional avant la conquête russe en 1926 tournaient autour des hordes et d'autres confédérations tribales. Elles ont été effectivement supprimées pendant l'ère soviétique mais à présent, des groupements locaux sont à même de mettre en cause l'équilibre du pouvoir. On se bat pour la richesse et

l'influence, principalement par le contrôle des appareils administratifs gouvernementaux mais également de façon idéologique et de plus en plus par le biais d'intérêts commerciaux (légaux ou illégaux). Dans la plupart des cas, la lutte n'est pas physique ; cependant, le cas du Tadjikistan illustre comment de telles rivalités peuvent rapidement se transformer en guerre civile.

Les factions au Tadjikistan ont été considérées par les commentateurs comme étant néo-communistes, démocratiques et intégristes islamiques bien que l'on ne sache pas clairement si c'est ainsi que les combattants se décriraient. Les vrais contestataires sont les Khojents du nord, le Kulyabis du sud et les clans situés à Tavildara à l'est. Les plus petits groupes du couloir central et du sud ouest sont connus pour avoir changé d'allégeance au gré des fortunes de la guerre.¹⁴ Cette fragmentation nationale a fait tout sauf détruire l'identité nationale tadjik, mis à part qu'elle a fait 30.000 morts et des milliers de réfugiés, tout en causant une dévastation tant économique que sociale.¹⁵ Le Président Rakhmanov compte à présent une force de pacification russe de 18.000 hommes en place pour s'assurer que le cessez-le-feu de 1996 est respecté et pour permettre la reconstruction du pays. Ceci comprend la 201^{ème} Motor Rifle Division et le Federal Border Guard Service Group.

Bien qu'aucune des républiques ne souhaite réitérer l'expérience tadjik, le même potentiel existe à travers l'Asie Centrale. Au Kirghizstan, il existe des tensions significatives entre le nord et le sud, de même au Kazakhstan entre le nord industrialisé et dominé par les Russes et le sud vivant d'agriculture. En Ouzbékistan, il a traditionnellement des rivalités entre les bases du pouvoir à Ferghana, Samarkand et Tashkent. Le Président Kaiomov semble maîtriser ce problème ; cependant, il existe de réels motifs d'inquiétude s'agissant de l'importance croissante des groupes intégristes islamiques. La plus grande partie du Turkménistan est le domaine traditionnel de la tribu Ahal-Tekke, qui demeure le groupe dominant. Leurs voisins immédiats de l'autre côté de la frontière avec l'Iran appartiennent aux tribus Golken et Yomut, toutes deux d'anciennes rivales d'Ahal-tekke.

¹⁴ Op. Cit.² p 11.

¹⁵ YACOUB Joseph : Les minorités dans le monde. Faits et analyses. Desclee de Bruwer.

5.3 Succession politique

Tout au long de la période soviétique, c'est Moscou qui contrôlait la succession politique dans les républiques d'Asie Centrale. A présent, les mécanismes pour s'assurer du transfert de pouvoir sans heurts sont soumis aux institutions locales. Les cinq états de l'Asie Centrale ont une forme de présidence et leurs constitutions stipulent que les élections présidentielles et parlementaires doivent se tenir à des rythmes réguliers et prédéterminés. Tous les présidents actuels sont arrivés au pouvoir durant la période soviétique et se sont tous refusés à s'engager dans des vraies démocraties, préférant adopter des systèmes plus autoritaires. Il est clair, au vu de toutes les élections et référendums à ce jour que la plus grande partie de la population considère encore l'urne comme un moyen d'approuver sans discussion des décisions qui ont d'ores et déjà été prises par les personnes au pouvoir. Les organisations des droits de l'homme ont critiqué la validité de certains résultats d'élections en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizstan.¹⁶ Les partis d'opposition sont toujours considérés avec suspicion et dans de nombreux cas sont tout simplement bannis. A titre d'exemple, pendant l'élection de 1995 au Kirghizstan, le Président Akayev a éliminé les trois candidats d'opposition du scrutin.

En dépit de leur préférence pour des régimes plus autoritaires, tous les systèmes politiques, sauf celui du Tadjikistan ont fonctionné de façon raisonnablement compétente dans des circonstances extrêmement difficiles. Cependant, la question du transfert du pouvoir doit inévitablement se poser un jour ou l'autre. Il semble improbable qu'il y ait un réel choix de candidats car le concept « d'opposition loyale » n'existe pas. L'opposition est considérée comme la subversion et en conséquence comme une menace à l'ordre et à la stabilité. Le problème est que le processus de transition sera voué à de tels stress internes dangereux qui transforment la rivalité en conflit armé.

¹⁶ KUBICEK, Paul : Autoritarisme en Asie Centrale : Malédiction ou remède ? dans : Third World Quarterly, mars 98, Volume 19, N° 1.

5.4 Religion

Avant de traiter de la nature des questions religieuses et en particulier islamique en Asie Centrale, il est utile de considérer tout d'abord des tendances et observations générales.

5.4.1 Islam intégriste et Islam politique

Il est nécessaire d'opérer une distinction entre l'Islam intégriste et l'Islam politique. L'intégrisme islamique résume la réponse émotionnelle, spirituelle et politique des Musulmans face à une crise aiguë et permanente sociale, économique et politique qui agite tout le monde musulman.¹⁷ Ceci entraîne une critique et attaque des pays capitalistes par peur d'une occidentalisation des cultures indigènes et, dans de nombreux cas, la réponse à des interventions occidentales dans des territoires musulmans.

Le terme « Islam politique » est davantage associé au but et au programme politique afférent, à même d'établir un ordre islamique à travers le monde. Ce but est poursuivi à deux niveaux : l'un défiant le status quo dans les pays musulmans et l'autre représentant un réseau transnational croissant de contacts visant à établir un « pax-Islamica » à travers le monde arabe et musulman.

5.4.2 Mondialisation contre intégrisme

Des comparaisons peuvent être établies entre les adeptes du capitalisme occidental et la perception très différente des partisans de l'intégrisme islamique. Le monde est de plus en plus divisé en fonction de lignes politiques, économiques et technologiques. Des nations sont confrontées aux forces très importantes du capitalisme qui peuvent générer des bouleversements et crises économiques et sociales. Ceci est particulièrement vrai dans les états nouveaux du Tiers Monde. Parallèlement, les états doivent faire face à une violente répercussion des minorités qui se considèrent comme privés de droits de représentation et négligées. Le monde musulman est très affecté par ces développements et la montée de

¹⁷ WHITE Brian, LITTLE Richard, SMITH Michael : Problèmes de politique mondiale. Macmillan Press, 1997, p 180.

l'intégrisme islamique est un aspect intégral des changements qui sont en cours. Il y a de plus en plus d'adeptes de l'interprétation islamique selon laquelle en l'absence de divisions de la Guerre Froide, les alliances entre anti-musulmanes entre d'anciens ennemis sont fabriquées. L'ambivalence occidentale perçue quant à la politique russe au Tadjikistan (et en Tchétchénie) est un exemple.

Du point de vue islamique, la mondialisation du capitalisme a un effet particulièrement néfaste sur les sociétés musulmanes. Les forces du marché sont considérées comme produisant un démantèlement culturel d'envergure. La production capitaliste accélère la migration des ruraux vers les villes. Elle bombarde et finit par fracturer socialement et économiquement les unités familiales qui sont vitales pour le renouveau des valeurs culturelles musulmanes. L'expansion capitaliste est considérée comme amenant avec elle les modèles occidentaux d'organisation et de gestion qui prônent des formes d'économie, de concurrence commerciale, d'investissements et de production qui sèment la discorde parmi les états musulmans. On constate également que ces mêmes forces économiques poussent les états musulmans à former des organisations régionales séparées qui, par esprit de contradiction, pourraient gêner l'action collective.

La logique du capitalisme mondial entraîne la recherche de nouveaux marchés et profits tirés d'une production et d'échanges de biens et services rentables à travers le monde. Cette marche inexorable a poussé nombre de musulmans à penser que le garde-fou contre ce bouleversement culturel d'une telle amplitude ne peut se trouver que dans la foi en l'Islam. Cette foi prescrit un style de vie qui entraîne d'inévitables contradictions avec les valeurs capitalistes et il n'est pas surprenant de constater que les éléments les plus radicaux choisissent de lutter pour leur croyance.

5.4.3 L'Islam en Asie Centrale

On note une attitude schizo-phrénique par rapport à l'Islam dans l'Asie Centrale post-soviétique. D'un côté, tout le monde s'accorde à penser que l'Islam est une patrie intégrante de la culture nationale. D'un autre côté, il existe une peur très répandue chez les commentateurs occidentaux relativement à la montée du soi-disant « intégrisme ». La majorité des Musulmans de la région appartiennent à la secte Sunni.

Les nouveaux états d'Asie Centrale ne sont pas musulmans dans le sens classique du terme, avec l'Islam formant l'affluence culturelle dominante. Au lieu de cela, ces états ont été imprégnés d'influences slaves au niveau culturel et linguistique. Ils sont plus en phase avec la Turquie laïque, plutôt qu'avec les forces islamiques du Monde Arabe (états musulmans de monarchie traditionnelle, moderniste ou révolutionnaire). Néanmoins, la naissance de ces nouveaux états avec leurs 70 millions d'habitants représente une expansion dans la géographie politique du Monde musulman et cela va influencer l'orientation et les raisons d'être d'organisations telles que l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) comptant 54 membres antérieurement dominée par les Arabes.

Au début des années 1990, l'Iran, le Pakistan et la Turquie ont incorporé l'Afghanistan et toutes les républiques musulmanes indépendantes de l'ex-Union Soviétique dans l'Organisation de Coopération Economique (OCE), faisant de cette organisation la plus grande organisation régionale en Asie. Elle compte plus de 300 millions de personnes et comprend d'énormes richesses naturelles allant de l'eau aux terres agricoles, aux hydrocarbures, or, plomb, zinc, cuivre et uranium.

Le pouvoir économique latent des états d'Asie Centrale peut être considéré comme une source de frictions potentielles avec les autres états musulmans. L'arrivée du Kazakhstan, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et de l'Azerbaïdjan en tant que facteurs significatifs sur le marché mondial du pétrole concurrence le pouvoir économique musulman traditionnel du Moyen Orient. L'ambition de ces nouveaux états pour se catapulter aux premières places des fournisseurs d'hydrocarbures dans le siècle qui vient menace de les mettre dans une position de concurrence dévastatrice avec les exportateurs de pétrole arabes établis. Dans un sens plus large, les pays musulmans nouvellement industrialisés tels que la Tunisie, le Maroc, la Turquie, la Malaisie, l'Indonésie et dans une moindre mesure le Pakistan, font partie du challenge du Tiers Monde sur la domination occidentale de l'économie mondiale capitaliste. Nombre de ces états se considèrent également comme la nouvelle génération d'économies « tigres » et de leaders régionaux.

5.4.4 Politisation de l'Islam en Asie Centrale

L'Islam a régi les perspectives sociales, culturelles et intellectuelles de la région pendant des siècles, bien qu'à partir de la fin des années 1920, il soit devenu la cible d'une féroce

campagne anti-religieuse durant la soviétisation de la région. Il y a eu un intérêt croissant pour la culture islamique depuis la fin des années 1980 et des milliers de mosquées, d'écoles et de collèges musulmans ont ouvert depuis 1989.¹⁸ Il existe cependant d'importantes variations suivant les régions. On trouve des groupes de fervents croyants dans la vallée Ferghana (convergence du Kirghizstan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan), particulièrement dans la région de Namangan. Cet endroit est le cœur du Parti de la Renaissance Islamique (PRI), de même que d'autres groupes militants mentionnés ci-dessous. On pense qu'il existe un total d'approximativement 50.000 membres.¹⁹ Ailleurs en Asie Centrale, l'adhésion active à l'Islam est moins en évidence et les groupes plus militants sont complètement bannis.

Il est à craindre que l'Islam en Asie Centrale ne se politise pour agir comme exutoire pour exprimer la frustration d'une grande partie de la population qui a perdu la confiance dans l'aptitude du système à assurer une justice sociale. Il est improbable que cela affecte toutes les républiques et tous les secteurs de la population avec une même force. Il est très improbable que dans un futur proche, les régimes islamiques sur le modèle iranien soient considérés acceptables par la majorité des peuples d'Asie Centrale. Cependant, plus la rhétorique occidentale sur la promotion de la paix et de la réforme économique et politique dans la région tarde à se transformer en réalité et plus les peuples d'Asie Centrale mécontents risquent de regagner les rangs des groupes d'opposition islamique comme étant la seule méthode pour provoquer un changement.

L'Islam militant est généralement réprimé dans toute la région. Lors de réunions de haut niveau en 1995 et 1996, les leaders d'Asie Centrale ont même montré leur résolution collective de contrer tout défi islamique. Certains - par exemple l'Ouzbékistan et le Kazakhstan - ont été satisfaits d'aider les efforts du gouvernement Tadjik pour maintenir ses islamistes en échec durant la guerre civile. La Russie, qui demeure l'acteur principal de la région, a également eu tendance à agir unilatéralement pour supprimer les islamistes du Tadjikistan avec l'aide tacite de l'Occident. Cependant, elle n'a pas voulu s'attaquer aux islamistes afghans, fournisseurs principaux de leurs homologues Tadjiks de peur d'une opposition occidentale et de la possibilité d'un engagement militaire sans fin.

¹⁸ Op. Cit.² p 14.

¹⁹ Ibid.

Le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO) a représenté une sérieuse menace depuis qu'il a pris de l'importance en 1991. Ses leaders – Yuldeshev, mullah de PRI et Khojaev, ex-parachutiste soviétique, ont opéré en Ouzbékistan, au Tadjikistan, en Tchétchénie, au Pakistan, en Arabie Saoudite, aux Emirats Arabes Unis et en Turquie.²⁰ La principale zone d'activité du MIO est la vallée Ferghana et l'organisation y a lancé des campagnes en 1999, 2000 et 2001, qui ont affecté l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, interrompant les relations entre eux. Le Président Bush a reconnu le lien existant entre MIO, les Talibans et Al-Qaeda lors d'un communiqué national donné le 20 décembre 2001 donnant ainsi une preuve d'assistance à la répression du terrorisme du régime Ouzbek. Paradoxalement, l'utilisation de bases ouzbeks par les troupes américaines dans la coalition actuelle contre le terrorisme en Afghanistan ré-hausse le recrutement pour MIO et HTI.

Le groupe qui à présent suscite le plus d'inquiétude de la part des services occidentaux de la défense est la communauté Hizb ut-Tahrir (HTI) connue sous le nom de Parti de Libération.²¹ MIO et HTI sont fondamentalement différents : MIO trouve ses origines en Asie Centrale ; HTI a été importé du Moyen Orient et trouve ses racines en 1952 où il a émergé d'une branche palestinienne de la Fraternité Musulmane sous le commandement de Taki ad-Din Nabhani al-Fastani.

Contrairement à la plupart des groupes islamiques radicaux, HTI a combiné la tradition islamique avec les réussites technologiques de la société moderne. Jusqu'ici, il déclare rejeter la violence, cependant, depuis les années 1980, il y a eu un changement d'accent parmi ses leaders qui semblent à présent de plus en plus intéressés par le remplacement de « Dar al-Kufr » (terre des croyants) par « Dar al-Islam » (terre de l'Islam). HTI est banni de tous les pays d'Asie Centrale, et en conséquence toutes ses activités sont conduites de façon clandestine. On pense qu'il compte 10.000 membres dans la région et un nombre bien plus important de supporters.

HTI est organisé sous forme de cellules, ce qui en ferait un réseau terroriste idéal s'il choisissait d'adopter une philosophie plus ouvertement militante. Néanmoins, il est perçu comme une peur suffisante pour faire de lui le parti le plus réprimé opérant en Asie Centrale.

²⁰ Op. Cit.⁴ p15.

²¹ MAKRENKO Tamara : L'ascension de Hizb ut-Tahrir en Asie Centrale, dans : Jane's Intelligence Review, décembre 2002, p 30.

Les membres de HTI sont régulièrement ciblés par les services de sécurité. Les organisations des droits de l'homme indiquent que dans le seul Ouzbékistan, 4.000 musulmans sont emprisonnés pour être des membres présumés de HTI. Il leur est reproché de former des cellules clandestines et de distribuer de la littérature qui pousse aux « querelles religieuses ». Au lendemain du 11 septembre, les autorités ouzbeks ont également ciblé les supporters féminins de HTI.

Dans le futur, il existe une possibilité de confrontation prolongée entre les groupes islamiques et les forces gouvernementales. Une polarisation pourrait se produire entre ceux qui militent pour une société laïque (soit le modèle démocratique de style occidental, soit le modèle néo-communiste) et ceux qui croient en une adhésion stricte à l'Islam. Conscients de la menace claire que représenterait l'Islam militant, les états d'Asie Centrale, sauf le Turkménistan, ont signé un traité avec la Russie et la Chine pour former l'Organisation de Coopération de Shanghaï le 26 avril 1996¹⁵. Il s'agit d'un accord de défense régionale visant spécifiquement à lutter contre le terrorisme islamique intégriste.

Jusqu'à ce jour, le problème le plus préoccupant résultant du 11 septembre et de l'importante présence militaire occidentale est que les opérations anti-terroristes n'ont pas pu faire grand chose pour cibler les griefs qui attirent de plus en plus d'adeptes aux formes radicales de l'Islam politique. Les efforts de « construction du pays » des pouvoirs occidentaux ensuite de la campagne de 2002 en Afghanistan seront des éléments clés pour prévenir un cocktail de crises économiques, sociales et de sécurité qui pourraient provoquer une réaction intégriste de large envergure.

5.5 Inégalité économique

L'inégalité économique est une source importante de divergences potentielles et l'écart existant entre les riches et les pauvres est de plus en plus large dans toute la région. Sous le système soviétique, cela pouvait s'expliquer à raison des primes attribuées au plus loyaux et aux plus assidus, quoi que la richesse était généralement cachée et non pas étalée. Les styles de vie prétentieux des très riches actuels représentent un contraste important avec le déclin du niveau de vie de la majorité de la population. De plus, la richesse est largement associée au crime et la déchéance morale.

Ce type de schéma dans la société crée des frictions et est facilement manipulé pour des profits politiques. Elle apporte de l'eau au moulin des rivalités de clans et se joue entre les chefs militaires. On retrouve ce phénomène également dans le recrutement et dans l'influence croissante des groupes islamiques militants tels que MIO et HTI. Depuis la fin de la Guerre Froide, les groupes religieux et ethniques ont de plus en plus de pouvoir pour précipiter un changement dans la balance du pouvoir au sein des états. Une inaptitude de l'état à contrôler lesdits groupes peut exacerber des problèmes de sécurité et provoquer une instabilité nationale et internationale à des niveaux supérieurs. Les émeutes au sud du Kirghizstan en mars 2002 sont un exemple.

5.6 Criminalisation de société

Une situation économique désespérée, alimentée par une transition rapide vers l'indépendance, et la perte des valeurs morales précédemment inculquées par le régime soviétique ont précipité la criminalisation de la société. Le crime organisé est depuis longtemps ancré en Asie Centrale et les réseaux criminels, connus localement sous le nom de « maffias » est présent dans toute la société. D'une certaine façon, il représente la coopération interethnique la plus efficace.

Les campagnes anti-corruption des années 1980 ont pratiquement toutes été inefficaces.²² Depuis l'indépendance, le manque de structures réglementaires adéquates a ouvert le chemin à la fraude de grande envergure. Des pressions économiques, associés à la perte générale d'orientation ethnique ont entraîné une augmentation significative de la corruption personnelle. Les valeurs traditionnelles de responsabilité par rapport à sa famille et à son clan ont laissé la place à une mêlée générale, qui sape la dignité des gens et a un effet général démoralisateur.

La porosité des frontières a en patrie contribué à ce que l'Asie Centrale devienne une des principales plate-formes mondiales de l'opium, dont la plus grande partie passe à travers la Russie pour se retrouver dans les rues des villes européennes. En 2000, l'Afghanistan représentait 72% de la culture mondiale des pavots destinés à l'opium.²³ Jusqu'à ce que les

²² Op.Cit.² p13.

²³ LUONG Pauline, WEINTHAL Erika : Nouveaux amis, nouvelles peurs en Asie Centrale, dans : Affaires Etrangères, Volume 81, N^o. 2, mars/avril 2002, p 65.

Talibans interdisent la culture du pavot en juillet de cette année, la récolte de l’opium et le trafic de drogue fournissaient une part substantielle des revenus de l’état. Contrairement aux Talibans, l’Alliance du Nord dominée par les Tadjiks n’a jamais interdit la culture du pavot et a continué cette entreprise lucrative dans des secteurs sous son contrôle. De plus, nombre d’agriculteurs qui ont arrêté la culture du pavot sous les Talibans ont recommencé depuis car les récoltes de pavot sont beaucoup plus rentables que les récoltes alimentaires.

La frontière Tadjik-Afghane est devenue un front dans la lutte contre le trafic de drogue. En 1998, 21 tonnes d’opium brut ont été produites en Afghanistan. En 1999, ce chiffre aurait doublé – 46.000 tonnes d’opium se transformant en 460 tonnes d’héroïne.²⁴ La structure de sécurité responsable pour l’intégrité de la frontière Tadjik est en fait russe. La responsabilité a été donnée au service fédéral de la frontière russe (SFFR) suivant un accord bilatéral en mai 1993. Le Tadjikistan a déclaré la guerre au commerce de la drogue en 1999 et le SFFR a saisi un total de 2565 Kgs de narcotiques, comprenant 709 Kgs d’héroïne. Il est clair qu’il reste du chemin à parcourir et le manque de financement chronique des unités de la frontière par rapport aux ressources de la mafia, un manque de réglementation douanière claire et le manque d’expérience des agences d’application de loi n’aident pas.

Le pouvoir de la mafia est immense et le crime organisé, associé à une faiblesse économique aiguë et la culture de la fraude est une réelle menace pour la stabilité de la région. Ces facteurs gênent également l’établissement de la démocratie et les perspectives de transition souple du pouvoir.

5.7 Eau et environnement

L’Asie Centrale du Nord est relativement bien pourvue en rivières et lacs mais dans le sud aride, on note un important manque d’eau. Les principales sources d’eau ici sont les rivières Amu Darya et Syr Darya. Les sources se trouvent dans les montagnes du sud est, respectivement en Afghanistan et au Tadjikistan et les deux rivières se jettent dans la Mer d’Aral. L’Amu Darya, en particulier, traverse le Turkménistan, l’Ouzbékistan et la province autonome Karakalpak d’Ouzbékistan avant d’atteindre sa destination finale. Durant l’ère soviétique, les deux rivières étaient surexploitées pour faire face aux problèmes d’irrigation de

²⁴ Les femmes et la drogue au Tadjikistan. Open Society Institute Assistance Fund – Tajikistan. Eurasianet 20/2/01.

l'agriculture. Des quantités de plus en plus importantes d'eau étaient également nécessaires pour les projets industriels de même que pour la consommation domestique. Il en est résulté que dès les années 1980, le débit des deux rivières a été sérieusement réduit, ce qui a ensuite causé un rétrécissement de la Mer d'Aral qui a perdu environ la moitié de sa surface. Le dommage écologique est incalculable et les régions du delta jadis fertiles ont été réduites à des marécages très pollués et des déserts salins.

Une aide internationale a été apportée aux 5 états d'Asie Centrale depuis 1993 afin de mettre en place une stratégie de gestion de l'eau. Elle a été finalement décidée en 1996 et cela a représenté un accomplissement majeur.²⁵ Cependant, l'accord n'inclut pas l'Afghanistan car il n'y avait pas d'organisme gouvernemental avec qui les étrangers pouvaient négocier. Il est nécessaire d'inclure l'Afghanistan car les problèmes d'eau sont liés aux problèmes de la drogue : la production de vivres nécessite plus d'eau que la culture du pavot.

Paradoxalement, l'attention internationale apportée à la Mer d'Aral a exaspéré les républiques des montagnes les plus pauvres du Kirghizstan et du Tadjikistan car à leur avis, des montants disproportionnés d'aide sont alloués aux républiques les plus riches en aval. Des allusions ont été faites selon lesquelles la régulation de la fourniture d'eau en aval pouvait être utilisée comme monnaie d'échange pour augmenter leur part dans toute aide allouée.

Le Kazakhstan a été exceptionnellement ruiné ensuite des années de tests nucléaires pendant l'ère soviétique. Le principal site de tests se trouvait à l'est du Kazakhstan à Semipalatinsk où les militaires soviétiques ont réalisé 470 explosions nucléaires entre 1949 et 1989, y compris 90 explosions dans l'air et 26 explosions de surface.²⁶ Le site de Semipalatinsk a été fermé le 31 décembre 1989 mais un nettoyage extensif est cependant nécessaire, malgré l'arrêt des tests. La Chine a également un site de tests nucléaires à Lop Nor dans la province de Sinkiang ; les retombées de ce site ont le potentiel de polluer la capitale du Kazakhstan, Almaty, qui se trouve à 700 km seulement.

²⁵ Op.Cit.²³ p67.

²⁶ Op.Cit.³ p163.

6. INTERVENTION OCCIDENTALE – FACTEUR STABILISANT ?

L'intervention de l'Occident dans la région est significative et il ne fait pas de doute que c'est dans l'intérêt de l'Occident de développer les nations pour créer les conditions de croissance économique et de stabilité en Asie Centrale. Les économies capitalistes occidentales ne sont cependant pas altruistes et en conséquence, elles s'attendent généralement à voir des résultats tangibles ensuite de leurs investissements ou alors elles sollicitent divers degrés d'influence d'une autre façon.

Les attaques du 11 septembre ont également de réelles significations. Les Etats Unis en particulier sont très sensibles à l'étendue de l'Islam intégriste et des groupes radicaux qui y sont associés. Le fait que la région fournisse un recrutement aisé et une base aux opérations pour lesdites organisations est un problème clé pour les Etats Unis. Ce point, combiné avec le fait que la région est relativement sans loi et également une des principales régions productrices d'héroïne du monde, contribuent à laisser penser que les Etats Unis vont manifester un intérêt croissant en Asie Centrale dans le futur proche.

Sur cette toile de fond, la Russie considère sans aucun doute cette région comme son « Proche Voisin Etranger » : c'est un voisin direct ; il existe nombre de minorités russes vivant dans toute la région ; les enjeux économiques sont importants ; la stabilité de la région l'affecte directement. L'intervention occidentale peut fournir un contrepoids à la domination autoritaire russe, bien que l'équilibre soit bon. L'Occident ne peut certainement pas se permettre d'adopter une position ambiguë dans les relations russes avec les états d'Asie Centrale.

La plus grande partie de l'aide que les Etats d'Asie Centrale reçoivent vient soit des états occidentaux sur une base bi-ou multilatérale, soit des organisations économiques internationales soutenues par l'Occident, soit d'ONG. Elle prend la forme de crédits et prêts, d'assistance technique, de formation et d'aide humanitaire. Le but est toujours d'aider ces nouveaux états à continuer la restructuration politique et économique qui leur permettra d'être intégrés dans la communauté internationale. Ce qui est important pour les donateurs, c'est que les aides encouragent la prospérité, la stabilité et un environnement amical (pro-occident).

Dans ces nombreux cas cependant, l'aide n'est pas inconditionnelle et il y a en conséquence un danger que l'acceptation inconsidérée de crédits résulte dans un piège de dettes pour les

pays concernés. Bien que ce scénario représente une attitude irresponsable de la part des donateurs, elle existe cependant et pose un problème de taille pour les allocataires. Une aide hâtive et sans but peut entraîner une incompréhension entre les donateurs et les allocataires. Elle peut également être interprétée comme un moyen d'assurer les intérêts occidentaux au point que la gratitude se transforme en ressentiment.

La politique américaine en Asie Centrale est basée sur le principe d'engagement, d'indépendance et de dignité personnelle.²⁷ En public, la politique fait la promotion de l'indépendance, de la souveraineté et de la sécurité des états ; elle développe des économies de marchés libres ; elle encourage le gouvernement démocratique ; elle assure l'accès mondial aux ressources énergétiques régionales ; elle empêche la prolifération d'armes de destruction de masse et assure le combat du trafic de narcotiques. Les motivations plus exactes de la politique américaine comprennent la sécurisation de l'accès pour les sociétés américaines aux investissements relatifs aux ressources énergétiques et au pipeline et la réduction de la dépendance vis à vis des ressources de pétrole du Golf Persique. Selon le statut des relations avec Moscou, Ankara et/ou Téhéran, les intérêts politiques américains dans la région pourraient également se traduire par le désir de contenir l'un d'eux et de récompenser un autre.

Pour faire la guerre à Al-Qaeda et aux Talibans en Afghanistan, les Etats Unis se sont assurés l'assistance de l'Ouzbékistan comme base stratégique. L'Ouzbékistan a les meilleures installations de transport, bases aériennes et capacités militaires de la région et a permis aux Etats Unis de faire stationner ses forces militaires et de lancer des attaques depuis son territoire. En échange, le Président Karimov a reçu une somme de 25 millions d'USD en septembre 2001, suivie par une autre aide de 100 millions d'USD. Cette dernière a pour but, outre les buts militaires et de sécurité, d'aider le gouvernement Ouzbek à relever son économie chancelante.

La question des droits de l'homme est un secteur extrêmement sensible. Les gouvernements d'Asie Centrale considère souvent les conditions liées à nombre de programmes d'aide comme une ingérence injustifiée dans leurs affaires nationales.²⁸ Le plaidoyer en faveur d'un

²⁷ BABUS, Sylvia et YAPHE, Judith : Sécurité Etats Unis – Asie Centrale. Equilibre des opportunités et Challenges, dans Strategic Forum, N° 153, janvier 1999, p 3.

²⁸ Op.Cit.² p39.

pluralisme politique et de la liberté d'expression par l'Occident peut être considéré par les gouvernements locaux comme une campagne pour continuer à déstabiliser la région. Néanmoins, les 5 états sont signataires des documents relatifs aux droits de l'homme des Nations Unies et de l'OSCE. Ceci implique un engagement d'honorer certaines obligations et ce même si les gouvernements prétendent avoir une interprétation différente de ces règles.

7. PERSPECTIVES POUR LE FUTUR

Reste la possibilité qu'un ou plusieurs des nouveaux états d'Asie Centrale se montrent « défaillants » dans le futur. Outre le fait qu'ils causent des souffrances humaines considérables, les états défaillants coûtent cher à la communauté internationale en ce qu'ils provoquent une instabilité régionale. Nombre des problèmes abordés ci-dessus dans ce document indiquent que les régimes présentement au pouvoir en Asie Centrale ne sont pas suffisamment robustes et souffrent d'un manque de support populaire important. Il est important de noter que dans chaque cas, le Président qui a été élu à l'origine reste au pouvoir et semble peu disposé à se soumettre à des élections régulières et justes. Il est clair que le mécanisme de la succession politique est inadéquat. Les rivalités des clans demeurent répandues et bien que les frontières nationales ne soient pas remises en question, il existe de réelles divisions ethniques. La corruption institutionnalisée, le crime organisé et l'intégrisme religieux constituent autant de sources de soucis.

La guerre internationale contre la terreur a donné aux Etats Unis en particulier une opportunité plus importante qu'ils ne l'auraient espérée de façonner la région. Le raisonnement du mariage de convenance entre Washington et Tashkent en 2001 est compréhensible ; cependant, soutenir l'Ouzbékistan artificiellement comme pouvoir régional sur le long terme serait une erreur. Plutôt que d'aider à résoudre les problèmes de l'instabilité régionale, cela pourrait en fait les exacerber. Supporter un régime qui réprime l'opposition politique ne fait qu'encourager la radicalisation des mouvements islamiques et galvaniser le soutien populaire derrière eux. De plus, considérer la menace islamique prioritairement comme un problème militaire nécessitant un homme fort local, ne va pas atténuer les divers sujets d'inquiétude transnationaux qui harcèlent la région, y compris les disputes relatives au partage de l'eau, les flux de drogue, de réfugiés et d'armes.

Les aides économiques plus larges à long terme dans l'esprit de « construction de la nation » sont très souhaitables, bien qu'elles doivent être accordées aux états réalisant de réelles réformes économiques. Ladite assistance ne sera efficace que si elle est réellement à long terme et si elle vise les états les plus faibles de la région : Tadjikistan et Kirghizstan. Ces derniers devraient être isolés des pressions de produire trop à des dates précises telles que les années fiscales, ce qui semble être plutôt arbitraire aux yeux des allocataires. Une approche coordonnée de la part des donateurs est nécessaire, y compris un programme de sensibilisation culturelle de haut niveau.

Le Forum Economique de l'Asie Centrale (FEAC) sert de mécanisme de coordination pour les problèmes économiques, de sécurité et relatifs à l'eau. Dans les années qui ont immédiatement suivi l'indépendance, l'Ouzbékistan a de temps à autre interrompu les fournitures de gaz au Kirghizstan durant les mois d'hiver pour forcer le gouvernement kirghiz à payer ses arriérés pour les expéditions d'énergie.²⁹ Le FEAC fournit à présent un service important en rendant possibles des négociations légitimes sur l'arène internationale et permettant que des accords plus sophistiqués soient conclus sans avoir recours à la contrainte. Cette organisation doit être épaulée de façon adéquate par les nations développées.

Les efforts de reconstruction ne doivent pas négliger les projets de développement à petite échelle comme la reconstruction des systèmes d'irrigation et la réintroduction des récoltes de produits alimentaires. Ces projets sont particulièrement nécessaires dans les zones frontalières où la plus grande partie du trafic de drogue et d'armes illicites se situe. Une focalisation sur ces zones à haut risque aiderait les politiques occidentales visant à traiter le problème de l'anarchie locale et régionale qui a précédemment permis à Al-Qaeda de se développer.

Le problème d'immigration et des réfugiés n'a presque pas été traité. Il y a eu des mouvements de réfugiés de grande ampleur dans la région ensuite de l'indépendance, pendant et après la guerre civile du Tadjikistan et ensuite du récent démantèlement du régime taliban en Afghanistan. Le potentiel de conflits interethniques est important dans la Vallée Ferghana qui est très peuplée, particulièrement le long de la frontière ouzbek-kirghiz, aux alentours de Osh et de Jalal-Abad. Les anciennes rivalités exacerbées par la charge additionnelle que

²⁹ Op.Cit.²³ p70.

représente le déclin économique et la forte croissance démographique pourraient facilement dégénérer en violence.

Après avoir souligné nombre de facteurs négatifs, il convient d'indiquer finalement qu'à l'exception du Tadjikistan, la période qui a suivi l'indépendance des états d'Asie Centrale n'a pas été ponctuée d'ennuis. Eu égard au nombre de zones de problèmes, il est possible que la région demeure en paix. Il existe cependant de réelles obligations incombant aux pays occidentaux et aux pays voisins d'assister, d'aviser et d'aider les nouveaux états à s'intégrer dans la communauté internationale. Ceci inclut un contact régulier au plus hauts niveaux, des politiques étrangères limpides et des programmes continus de réintégration militaire. Pour leur part, les nouveaux états doivent comprendre et respecter leurs obligations vis à vis des organisations internationales auxquelles ils sont parties. La priorité sur l'agenda occidental est d'éliminer les conditions dans lesquelles les groupes militants islamiques peuvent aisément recruter et opérer. Avec cette attitude progressive, les conditions nationales pour la croissance économique et la prospérité peuvent devenir réalité.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

AKINER Shirin : Asie Centrale : Conflit ou stabilité et développement ? Groupe sur le Droit des minorités 1997.

OLCOTT Martha : Les nouveaux états d'Asie Centrale. Presse de l'institut de la Paix des Etats Unis. 1996.

L'année diplomatique 2000. pp. 195-201

L'année diplomatique 2002. pp. 286-292.

YACOUB Joseph : Les minorités dans le monde. Faits et analyses. Desclee de Bruwer.

WHITE Brian, LITTLE Richard, SMITH Michael : Problèmes de politique mondiale. Macmillan Press, 1997.

Revue

STOHL Rachel et STOHL Michael : Fatalement imparfaits ? Politique américaine vis à vis des Etats défaillants, dans : The Defense Monitor, Volume 30, N° 8, octobre 2001, pp. 1-7.

PETERSEN Phillip : Politique de sécurité en Asie Centrale post-soviétique, dans : Sécurité européenne, Volume 4, N° 1 (printemps 1995), pp 132-219.

Annuaire CIA – Ouzbékistan.

Briefing sur les états d'Asie Centrale, dans Janes Defence Weekly, Volume 38, N° 16, 16 octobre 2002, pp. 82-90.

ZORGBIBE Charles : Frontières et litiges en mer Caspienne, dans : Géopolitique N°. 79, juillet/septembre 2002, pp. 32-37.

BURKE Adrian : Une stratégie régionale américaine pour le bassin de la Mer Caspienne, dans : Strategic Review, automne 1999, pp. 18-29.

KUBICEK, Paul : Autoritarisme en Asie Centrale : Malédiction ou remède ? dans : Third World Quarterly, mars 98, Volume 19, N° 1.

MAKRENKO Tamara : L'ascension de Hizb ut-Tahrir en Asie Centrale, dans : Jane's Intelligence Review, décembre 2002, pp. 30-33.

RAMONET Ignacio : L'Atlas du monde diplomatique. SA Le monde diplomatique, hors série janvier 2003.

LUONG Pauline, WEINTHAL Erika : Nouveaux amis, nouvelles peurs en Asie Centrale, dans : Affaires Etrangères, Volume 81, N°. 2, mars/avril 2002, pp. 61-70.

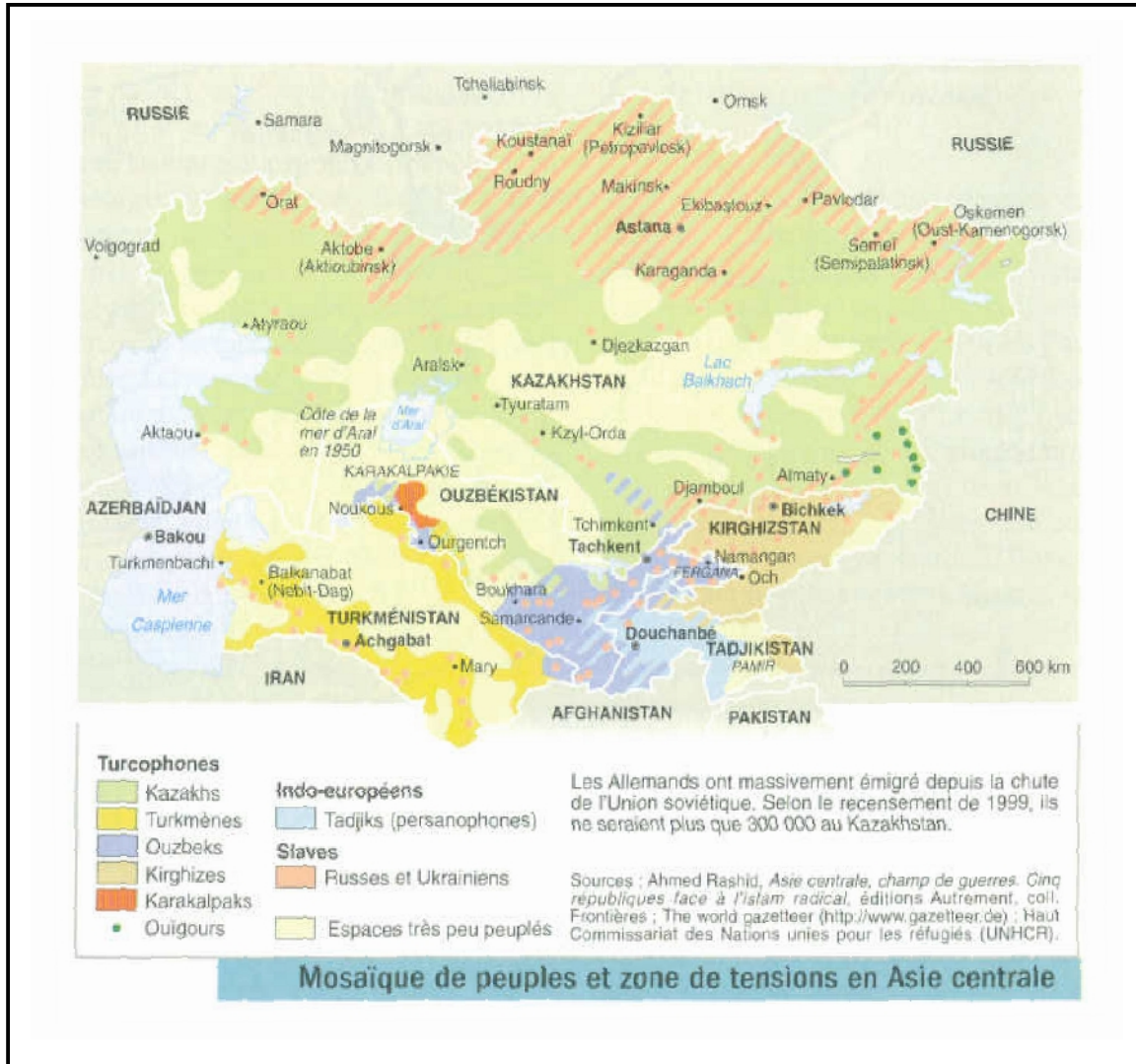
Les femmes et la drogue au Tadjikistan. Open Society Institute Assistance Fund – Tajikistan. Eurasianet 20/2/01.

BABUS, Sylvia et YAPHE, Judith : Sécurité Etats Unis – Asie Centrale. Equilibre des opportunités et Challenges, dans Strategic Forum, N° 153, janvier 1999.

TABLE DES MATIERES

Sommaire	2
1. Introduction	3
2. Contexte historique	4
3. Indépendance	5
3.1 Effets sur les individus	7
3.2 Armes de destruction massive et espace	7
4. Relations internationales	8
4.1 Les états voisins	9
4.2 Les liens religieux	10
4.3 Sécurité	11
4.4 Commerce	13
5. Sources potentielles de conflit	14
5.1 Division ethniques	14
5.2 Rivalité des clans	15
5.3 Succession politique	17
5.4 Religion	18
5.4.1 Islam intégriste et Islam politique	18
5.4.2 Mondialisation contre intégrisme	18
5.4.3 L’Islam en Asie centrale	19
5.4.4 Politisation de l’Islam en Asie centrale	20
5.5 Inégalités économiques	23
5.6 Criminalisation de la société	24
5.7 Eau et environnement	25
6. Intervention Occidentale – facteur stabilisant ?	27
7. Perspectives pour le futur	29
Bibliographie	32

Carte 1³⁰



³⁰ RAMONET Ignacio : L'Atlas du monde diplomatique. SA Le monde diplomatique, hors série janvier 2003.